

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

le cas Jobert

EDITORIAL

Quel jeu M. Jobert joue-t-il ? Quel dessein se cache derrière ses petites phrases et ses grandes colères ? Est-ce l'indépendance française qu'il entend affirmer, ou bien l'intégration européenne ? Est-ce le refus de l'hégémonie américaine qu'il manifeste, ou bien cherche-t-il à nous assurer une place confortable dans le monde atlantique ?

Jusqu'à maintenant, nous n'avons pu relever dans les paroles et les actes du ministre français des Affaires étrangères qu'ambiguïtés et sujets d'inquiétude. Ceci malgré les éclats de Washington et la poursuite d'une politique de coopération économique avec les pays arabes. Ceci malgré les commentaires de toute une presse qui, en dehors de la N.A.F. et de la jeune et brillante revue L'Appel, dépeint M. Jobert sous les traits d'un nationaliste intransigeant.

Il y avait pourtant de quoi être sur-

pris lorsque, à l'automne dernier, nous entendions M. Jobert affirmer la nécessité d'une « défense européenne » en même temps que, sur le plan des relations franco-américaines, « l'insuffisance de nos moyens pour assurer sans alliance une confortable sécurité ». C'était là un retour à l'esprit de la C.E.D., une condamnation implicite de la valeur de la force française de dissuasion, et une négation des lois de la stratégie nucléaire qui rendent aléatoire toute alliance militaire. Et il y avait de quoi s'inquiéter lorsque, à la conférence de Copenhague, la France signait une déclaration aux termes de laquelle il n'y avait « pas d'alternative à la sécurité qu'assurent les armes nucléaires des Etats-Unis et des forces de l'Amérique du Nord en Europe ». Ce qui revenait à nier les fortes raisons au nom desquelles la France avait quitté l'OTAN, consciente qu'elle était du caractère inefficace et dangereux de la prétendue protection américaine.

(suite p. 3)

**pour
sauver
paris**

page 8

lettre ouverte aux chefs de l'union soviétique

Un nouveau texte de Soljenitsyne a paru la semaine dernière : il s'agit d'une *Lettre aux chefs de l'Union Soviétique* (1) que l'écrivain russe avait adressée à ses destinataires quelque temps avant que l'autre ouvrage, *l'Archipel du Goulag* ait été saisi par le KGB.

Cette lettre diffère d'ailleurs de *l'Archipel* sur plusieurs points. Par sa taille, 50 pages au lieu de 600, mais surtout par son contenu : alors que *l'Archipel* constituait plutôt une fresque historique, nous sommes ici en présence d'un écrit franchement politique. En écrivant cette lettre, Soljenitsyne a été guidé par l'unique préoccupation d'« éviter une catastrophe nationale ». De quelle catastrophe, de quels dangers s'agit-il ? De « la guerre avec la Chine, et de la fin commune avec la civilisation occidentale, dans l'exiguïté et la puanteur d'une terre défigurée ».

L'OCCIDENT A GENOUX

Soljenitsyne dresse le brillant palmarès des succès de la diplomatie soviétique. Frappée par deux guerres mondiales, affaiblie par une guerre civile sanglante, la Russie a su cependant affermir ses positions internationales ; mieux, elle s'est agrandie, a établi sa domination sur la moitié de l'Europe et sur plusieurs pays asiatiques. « La politique extérieure de la Russie tsariste n'a jamais eu de succès comparables ».

A ces succès s'opposent les échecs rencontrés par l'Occident. L'écrivain russe voit s'approcher rapidement l'époque où « toutes les grandes puissances européennes cesseront d'exister en tant que force physique sérieuse ; (où) leurs dirigeants feront n'importe quelles concessions pour une seule bienveillance des dirigeants de la Russie et rivaliseront même pour obtenir cette bienveillance, ne serait-ce que pour que la presse russe cesse de les invectiver ». Cependant, pour Soljenitsyne, si la diplomatie soviétique « sait exiger, obtenir, et prendre comme n'a jamais su le faire le tsarisme », les diplomates soviétiques ont tout de même subi deux échecs qu'il qualifie d'« étonnants » : avoir aidé, à grandir ces deux ennemis féroces de la Russie, autrefois la Wehrmacht et maintenant la Chine de Mao. « Comment avons-nous pu faire grandir Mao Tse Tung au lieu du pacifique voisin Tchang Kai-Chek, et l'avons-nous aidé dans la course atomique... (n'échouerons-nous pas encore de la même manière avec les Arabes ?) ».

La cause de ces échecs apparaît très clairement selon Soljenitsyne : « Ces échecs découlent non pas des fautes de nos diplomates, non pas des erreurs de calcul de nos généraux, mais de ce que nous avons exactement suivi les préceptes du marxisme-léninisme. » Nuire à l'impérialisme mondial, soutenir les mouvements communistes étrangers, tout cela aurait empêché les dirigeants russes de se préoccuper des intérêts proprement nationaux. Soljenitsyne semble pourtant oublier que c'est le marxisme-léninisme (en même temps qu'une occupation militaire) qui a justifié et justifie encore la soumission de tant de pays à la Russie. C'est toujours au nom du marxisme-léninisme que des milliers de citoyens de divers pays ont trahi leur propre patrie pour sauvegarder les intérêts de la Russie, intérêts qui, dans leur esprit, coïncidaient avec ceux du léninisme. Dire, avec Soljenitsyne, que le marxisme-léninisme a créé de réels

dangers pour la Russie est vrai ; mais n'oublions pas les avantages que celle-ci en a tirés.

LA CHINE MENAÇANTE

Il est un fait certain pour Soljenitsyne : la Russie se trouvera bientôt en état de guerre avec la Chine de Mao, un pays de près d'un milliard d'habitants. Ne croyant pas en un « blitzkrieg », l'écrivain russe prédit une guerre dévastatrice, telle que le monde n'en a jamais connue, et qui se traduira pour la Russie par une perte de soixante millions d'hommes, « et comme toujours dans les guerres, des meilleures têtes ; les meilleurs, plus élevés moralement, mourront obligatoirement là-bas ». Les causes ? Elles sont simples : « la pression dynamique d'une Chine d'un milliard d'hommes sur nos terres sibériennes non encore occupées » ; mais surtout les divergences idéologiques entre les deux « Mecque » du communisme. « Ne nous étonnons pas : de toute l'histoire, il n'y a pas eu de guerres et de guerres civiles plus féroces que celles suscitées par des divergences idéologiques !... et soixante millions de nos compatriotes se feront tuer parce que précisément la vérité sacrée est à la page 533 du tome de Lénine et non à la page 335 comme l'affirme notre adversaire... »

Soljenitsyne préconise en conséquence d'abandonner le marxisme-léninisme aux Chinois : ainsi disparaîtrait le risque de guerre. Mais Soljenitsyne, qui se veut dans cette lettre très « réaliste », semble ne pas voir que le conflit ne se ramène pas simplement à une opposition idéologique. S'il est vrai que la querelle idéologique doit être considérée comme un accélérateur dans la dégradation des rapports entre la Chine et l'U.R.S.S., nous sommes avant tout en présence d'une opposition entre Etats impérialistes qui rivalisent pour s'assurer la suprématie en Asie et une domination à l'échelle mondiale.

L'IMPASSE OCCIDENTALE

Le second point abordé dans la *Lettre aux chefs de l'Union soviétique* concerne l'impasse dans laquelle s'est engagée la civilisation occidentale, à laquelle la Russie a revendiqué « l'honneur d'appartenir ». Soljenitsyne s'en prend à la notion de « croissance illimitée », affirmant que la civilisation qui s'en prévaut connaîtra bientôt sa fin. L'écrivain russe, s'appuyant sur les arguments du « Club de Rome » et de la « Société Teilhard de Chardin », condamne l'économie du développement sans fin, le gigantisme et le déracinement. Mais, niant la voie communiste, niant les bienfaits de la civilisation occidentale, quelle solution préconise-t-il ? Pour lui, la Russie, qui possède de nombreuses « particularités spirituelles, et des traditions de vie, a pleinement la possibilité de chercher sa voie propre dans l'humanité ; et il ne se peut pas que le mode de développement de toute l'humanité soit seulement et inévitablement un ».

D'ailleurs, la Russie ne manque pas d'atouts. Elle peut compter sur les vastes territoires qu'elle possède au-delà de l'Oural et qui restent inoccupés. Soljenitsyne envisage la possibilité d'y développer une civilisation qui serait différente

de la civilisation du « progrès » occidental, et qui permettrait de « ne pas perdre la Russie dans la crise » que rencontre l'Occident. Commencer en Sibérie une expérience qui ne reprendra pas les « erreurs funestes » du XX^e siècle, donner à la génération montante un pays à l'air pur, aux eaux limpides, et refuser certains aspects de l'industrialisation, telles sont les principales solutions proposées par Soljenitsyne. Mais comment promouvoir de telles réformes lorsque l'idéologie officielle encourage une centralisation à outrance. — « une monstruosité, un meurtre spirituel ? ». « Ici aussi, comme à chaque endroit, à chaque ligne, l'idéologie nous empêche d'édifier une Russie saine ».

L'IDEOLOGIE

Ainsi donc, qu'il s'agisse de politique internationale ou de problèmes intérieurs, l'idéologie fait figure de grande accusée. A elle seule, l'idéologie a provoqué l'extermination de soixante-six millions d'hommes durant la guerre civile (le chiffre est avancé par I.A. Kourganov, ex-professeur de Leningrad). Au plan international, l'U.R.S.S. s'est chargée de tout le poids de la révolution, soutenant de ses deniers les mouvements communistes, allant même jusqu'à donner un million par jour à Cuba, pour que l'île survive. Le bilan est par trop négatif. Il convient donc de ne plus soutenir le marxisme.

« Je ne vous propose absolument pas d'adopter une autre extrémité, de poursuivre ou d'interdire le marxisme, ni même de débattre contre lui. Je vous propose seulement de vous sauver de lui, de sauver de lui votre organisation de l'Etat et votre peuple. Et pour cela seulement : priver le marxisme du puissant soutien de l'Etat, qu'il vive par lui-même, sur ses propres pieds. Et que tous ceux qui le désirent, le propagent, le défendent, l'inculquent sans obstacles —, mais durant leur temps libre, et non pas sur les appointements de l'Etat. C'est-à-dire que tout le système de propagande (agipro) doit cesser d'être financé par les ressources de la Nation. » L'idée de Soljenitsyne est simple. Le militant communiste devrait, durant les horaires de travail, participer à la production (il œuvrerait ainsi à bâtir la société socialiste) et le soir, les jours de repos, se consacrer autant qu'il le voudra aux tâches de propagande. « C'est précisément ainsi qu'agissent, par exemple, les croyants, — et encore en étant poursuivis — et qui s'estiment spirituellement satisfaits ».

Que penser des propositions de Soljenitsyne ? Elles peuvent paraître surprenantes de prime abord. L'auteur le sait, qui déclare que si « certaines propositions pratiques peuvent étonner », il est prêt à les retirer dès qu'un projet plus constructif sera avancé. Sa conclusion apparaît alors à la fois comme simple et grande : « Par cette lettre, je prends également sur moi une lourde responsabilité devant l'histoire russe. Mais ne pas prendre sur soi de rechercher une issue, mais ne rien entreprendre est une responsabilité encore plus grande. »

Youri ALEXANDROV.

(1) *Lettre ouverte aux chefs de l'Union soviétique* (en langue russe), éd. Ymca-Press, 11, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, 75005 Paris.

l'esprit de renoncement

S'agissait-il de simples bévues, ou de concessions de pure forme dictées par les nécessités de la tactique diplomatique ? On s'empresse ici et là de l'affirmer, lorsque, heureuse surprise, M. Jobert dénonça vertement la trahison européenne à Washington et refusa de signer certains paragraphes d'une déclaration finale en tous points conforme aux intérêts de l'impérialisme américain.

Toutes les ambiguïtés n'étaient cependant pas levées puisque, comme nous le remarquons alors, la colère de M. Jobert semblait avoir été essentiellement provoquée par le non-respect de l'attitude définie à Bruxelles entre les Etats européens. Ainsi, malgré le tumulte qui s'ensuivit à l'étranger et dans le clan supranationaliste, le chef de la diplomatie française apparaissait comme le meilleur des « Européens », gardien sourcilieux de l'« esprit communautaire ». D'ailleurs, n'était-ce pas ainsi qu'il se présentait au cours d'une tournée dans les capitales arabes, non sans veiller à la sauvegarde de notre approvisionnement pétrolier ?

Restait le refus opposé aux diktats de Washington, qui est à l'origine de la froideur actuelle des relations franco-américaines. Un refus qui semblait dicté par une mythique conception de l'« indépendance européenne », mais qui pouvait être positif à court terme dans la mesure où, depuis Copenhague, la « construction européenne »

marquait le pas. Mais voici que de nouvelles déclarations du ministre des Affaires étrangères, au micro d'Europe N° 1, viennent renforcer l'ambiguïté de son projet diplomatique. On en a retenu que le chef de la diplomatie française n'estimait pas « fondamental » le maintien des troupes américaines en Europe. Ce qui est une nouvelle pierre dans le jardin de M. Kissinger, d'ailleurs mollement lancée puisque M. Jobert affirme en même temps qu'il souhaite la présence militaire des Etats-Unis.

PETITES AMBITIONS

Mais là n'est pas l'essentiel, qui tient dans une petite phrase — encore une — sur l'indépendance et la dignité. M. Jobert entend en effet parler « moins d'indépendance que de dignité », parce qu'il s'agit avant tout que « l'idée de dignité ne soit à aucun moment piétinée ». Comme si l'une n'allait pas sans l'autre. Comme si la forme était préférable au fond, et le paraître plus important que l'être. Voilà qui confirme notre idée que M. Jobert n'est qu'un illusionniste préparant ses abandons sous un verbiage nationaliste, un médiocre avant tout soucieux, comme tous les médiocres, de « considération », un esprit faible convaincu, il l'a dit un jour, que « nous sommes peu de choses » en face des grandes hégémonies.

D'ailleurs, n'a-t-il pas déclaré que la France se voulait un allié « fidèle » et « sûr » des Etats-Unis, refusant seulement d'être « complaisante » à leur égard ? N'a-t-il pas dit, en réponse à une question sur les relations entre la France et l'Union soviétique, que « nous ne sommes pas du même monde », révélant ainsi que le monde est à ses yeux toujours divisé en deux blocs irréductibles et que la France a choisi une fois pour toutes le camp de l'« Occident » ? Ce petit homme a décidé d'un vocabulaire et des conceptions qui révèlent le petit-bourgeois à l'esprit étroit, révéralent profondément la force, mais soucieux des apparences, mais soucieux de conserver, pour reprendre ses propres termes, « la petite flamme de la libre réflexion et de la libre orientation ».

Une France petite, mais « digne ». Fidèle à son grand protecteur, mais « digne ». Collaborant avec l'impérialisme américain, mais toujours dans la « dignité ». Entretien, grâce à son petit ministre, sa « petite flamme ». Si c'est là la conception que se fait M. Jobert de notre destin, ce ne peut être la nôtre ni celle de tous les Français qui souhaitent que leur pays parle clairement, malgré le *qu'en dira-t-on*, et conserve sa pleine et entière liberté, en dépit des remontrances.

Bertrand RENOUVIN.

condamnés à mort...

En décidant d'autoriser une vitesse de 140 km/h sur les autoroutes, le gouvernement vient de condamner à mort une soixantaine de personnes pour cette année. Au nom de mauvais arguments qui ne peuvent masquer que cette mesure est avant tout une marque de faiblesse, le signe de la dépendance de l'Etat à l'égard des groupes de pression.

Parmi ceux-ci, le lobby de l'automobile est particulièrement puissant. Ses patrons peuvent sans peine pratiquer le chantage à la récession et au chômage, tandis que la presse spécialisée (tel *L'Auto-Journal*) se livre à d'incessantes campagnes dans l'opinion publique. Pour ceux-là, la vitesse n'est pas responsable des accidents, mais seulement l'état des routes, et le développement encore trop limité du réseau autoroutier. Autant de mensonges : on sait que la limitation de vitesse sur les routes a sauvé plus d'un millier de vies en 1973, alors que l'amélioration du réseau routier, en dehors de toute autre mesure, se traduit, aussi paradoxal que cela puisse paraître, par une augmentation du nombre et de la gravité des accidents. On sait aussi que tous les discours sur l'autoroute-qui-sauve-la-vie ne tiennent pas devant les chiffres : on compte un mort pour neuf accidents sur route, contre un mort sur cinq accidents sur autoroute. Cause première : la vitesse.

Les arguments économiques ne sont pas plus sérieux. Malgré le « plafond » de 120 km/h, la circulation a augmenté de 3 % sur les auto-

routes en janvier dernier. Malgré la limitation générale de la vitesse, les immatriculations ont augmenté de plus de 5 % en janvier 1974 par rapport à janvier 1973. Il est donc faux d'invoquer une crise de l'automobile, et même d'une baisse durable de la demande des grosses cylindrées. Il n'est que d'observer la situation à l'étranger pour s'en convaincre : en Suède par exemple, où l'industrie produit avec succès de puissantes berlines malgré une limitation à 100 km/h sur les autoroutes et à 90 sur le reste du réseau.

Le gouvernement n'avait donc aucune raison — du moins aucune raison avouable — de céder à la pression du lobby de l'automobile, qui va maintenant faire porter ses efforts sur un relèvement de la vitesse sur route, non sans espérer faire rapporter toute limitation sur les autoroutes. Or il faut savoir que le passage de 90 à 100 km/h provoquerait, par an, la mort de 900 personnes supplémentaires, et que la vitesse libre sur les autoroutes provoquerait 120 décès de plus.

Voici donc le résultat de plusieurs mois d'efforts gravement compromis, et susceptible d'être bientôt réduit à néant, à cause de la faiblesse d'un Etat qui préfère la gestion routinière à l'effort et à l'imagination. On savait déjà que ce système ne respectait pas la vie des gens : une preuve supplémentaire vient de nous en être donnée.

B. LA RICHARDAIS.

les lycées bougent ?

Ces derniers jours on a assisté à Paris à une légère poussée d'agitation chez les lycéens. Le thème de manifestation choisi a été la lutte contre la « sélection » instaurée par le projet Fontanet. En fait le slogan « A bas la sélection » porte à faux : on doit rejeter aussi bien la sélection par l'échec effectuée à partir d'une filière univoque et privilégiée d'enseignement que le mythe de « bac pour tous ». La solution réside dans la pluralité de filières dont aucune n'aurait de connotations péjoratives. Il reste maintenant à savoir si les manifestations qui s'esquissent ne sont pas tout simplement, comme en mars 1973, une extériorisation du « mal de vivre » lycéen.

arsenal

Le numéro 9 d'« Arsenal » est paru.

Au sommaire :

- La cible de Bertrand Renouvin.
- Le thème : Vivre demain ou vers un nouvel urbanisme, par Michel Giraud et François Mirc.
- L'ontologie du Secret, par Gérard Lelerc.
- Crise de la Jeunesse, crise de civilisation, par Arnaud Fabre, et toutes les rubriques habituelles.

« Arsenal » est en vente dans les principaux kiosques ou en le commandant (8 F franco) à Arsenal, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

Il y a plusieurs manières d'étrangler la liberté d'expression. Certaines sont évidentes. D'autres sont plus subtiles.

Nous examinons ici trois d'entre elles : le refus de l'éditeur pour désaccord intellectuel, la concentration des réseaux de diffusion, la hausse constante du coût du papier.

i.p.n. diffusion édite gérard leclerc

N.A.F. — Pourquoi avez-vous écrit ce livre sur Maurras ?

R. — Tout ce qui a été écrit sur Maurras reste le plus souvent limité à la perspective historique d'un personnage confronté aux problèmes de son temps. Tandis que j'ai essentiellement voulu écrire un Maurras pour notre temps. Notre but n'est pas de ressasser une apologétique mais de tirer de son œuvre tout ce qui est utile pour comprendre en profondeur le monde d'aujourd'hui.

Cette approche ne déplairait d'ailleurs pas à Maurras lui-même puisqu'au moment de l'établissement de ses Œuvres capitales, à la fin de sa vie, il a pris soin de retrancher tout ce qui pouvait paraître daté c'est-à-dire trop dépendant d'une époque ou de son combat personnel. Ce qui ne signifiait absolument pas un reniement mais au contraire un souci de l'avenir à la pensée de ceux qui, un jour, s'intéresseraient à lui pour y chercher le permanent, l'essentiel.

On me reprochera d'avoir une vision personnelle de Maurras. Mais nulle lecture n'est innocente. Ceux qui me font ce reproche ont aussi une vision étroitement dépendante de leurs préoccupations, de leur propre passé comme du contexte où ils s'insèrent aujourd'hui. Toutefois je pense me fonder sur l'image exacte que Maurras a voulu donner de sa pensée à la fin de sa vie.

NAF. — Qu'est-ce que Maurras peut apporter à notre temps ?

R. — Mon livre reprend l'itinéraire intellectuel et spirituel de Maurras, particulièrement éclairant pour aujourd'hui. Je pars de L'Avenir de l'Intelligence, petit livre prophétique qui annonce tous les problèmes de la « société industrielle », société entièrement aux mains des forces brutes, surtout l'argent qui méconnaît les valeurs spirituelles spécifiques à l'Intelligence. Dans cette société sans finalités, les intellectuels, bafoués, au lieu de se battre pour les valeurs dont ils sont porteurs, abdiquent et se lancent dans une perspective « révolutionnariste-anarchiste ». Tout le problème est de rendre à l'Intelligence sa noblesse, son sens profond.

Or par son itinéraire intellectuel qui est d'abord une sortie de son anarchie et de son romantisme pour élaborer un projet politique fondé sur les données permanentes de l'homme et de la société, Maurras rend à l'intellectuel sa noblesse. Et je constate que cette vision politique et cette méthode d'approche sont au cœur du débat actuel de philosophie et de science politique et ont le mérite d'apporter une réponse. Enfin, dernière partie de mon livre, je compare la quête d'absolu chez Maurras et Nietzsche, et la différence de leur découverte.

Mon livre dérouterait peut-être, mais Maurras est un personnage si complexe...

NAF. — Votre manuscrit était terminé en novembre 1972. Plusieurs maisons d'édition ont été démarchées mais c'est « IPN-Diffusion » qui vous édite. Comment expliquer ces refus ?

R. — Il ne faut pas chercher là je ne sais quel complot qui nous empêcherait de franchir le « mur du silence ». La véritable explication réside dans le fait que tout le monde a peur de ce livre. Pourquoi ?

Il y a d'abord certains disciples qui ont leur petit Maurras à eux, et le mien les dérange dans la mesure où il élargit considérablement les débats et ouvre des perspectives à leurs yeux inquiétantes. On avait réduit Maurras à un professeur de droit constitutionnel dispensant de petites recettes politiques. Or, pour nous, cet aspect n'a d'intérêt que greffé sur une pensée qui englobe le tout de l'homme et de la cité, sur une « anthropologie ».

Poser cela aboutissait à repenser le problème des finalités de la « société industrielle » dans une perspective de remise en cause profonde alors que ces disciples ne voient que l'Ordre plus ou moins établi et la Subversion. Toucher à la logique interne de cette société dans une perspective révolutionnaire ne laisse pas d'être inquiétant pour ces gens-là qui se refusent à poser les grands problèmes. Or je pose ces problèmes et Maurras, en un sens, a quelque raison de les inquiéter.

Et puis il y a tous ceux qui veulent enfermer Maurras dans son histoire. La dernière page de l'Action française se tourne en 1944. L'aventure se termine par un échec retentissant. Considérons-les comme des objets de thèse, de réflexion, de colloques. Mais si cela se fait aux dépens de ce qu'il y a de neuf, de fécond, de provocant alors je ne suis plus d'accord ! Et c'est à cet endroit précis que mon livre devient gênant. On ne veut pas en entendre parler.

Plusieurs livres sortis récemment ont suscité un nouveau débat sur la pensée maurrassienne, en particulier la thèse de P.-M. Diouonnat sur « Je Suis Partout » ou « les maurrassiens devant la tentation fasciste » (voir NAF n° 135). Il est tout de même curieux que l'analyse de ce livre soit associée à une réédition de Maurras (tome 2 des Œuvres capitales — écrits politiques exclusivement) et à plusieurs livres sur le fascisme. Derrière tout cela, il y a la volonté de faire apparaître Maurras comme lié de manière indélébile à la fois à toute cette période et à des courants de pensée qui, en réalité, lui sont profondément étrangers ou hostiles. Et dans l'intelligentsia qui réfléchit à partir de littérature un peu difficile, la pensée maurrassienne est attachée à ce contexte.

Or je dissocie Maurras de ce contexte en rétablissant le contenu essentiel de l'œuvre : rien à voir avec le fascisme ni avec l'idéologie de la Révolution Nationale. C'est un pavé dans la mare ! Voilà pourquoi on ne veut pas que je le dise, voilà pourquoi on ne veut pas faire de publicité à ce livre-là !

NAF. — La parution de ce livre sera donc un événement politique ?

R. — Restons modestes ! C'est un dossier capital dans le débat amorcé en 1968, d'ailleurs encore plus ancien puisqu'il avait en réalité débuté au tournant des années 60, et qui se poursuit aujourd'hui avec passion. Remise en

pour

Alain Moreau est un jeune éditeur célèbre par des « dossiers » peu appréciés de la classe politique : D... comme Drogue (Alain Jaubert), S... comme Sanguinetti (Jean Montaldo), ITT l'Etat souverain (Anthony Sampson). Il se trouve au cœur du problème posé par une nouvelle forme de réseau de diffusion.

NAF. — L'ouverture d'un supermarché du livre à Montparnasse agite beaucoup le monde de l'édition et les libraires. Pourquoi ?

A. M. — L'affaire dont il s'agit est d'abord et avant tout une affaire de gros sous. Et comme cela se passe souvent lorsqu'on parle argent, on évoque les grands principes. La F.N.A.C. a mis au point des méthodes de vente basées sur le « discount », c'est-à-dire la pratique d'une sur-remise. Généralement les commerçants recevaient des grossistes ou des fabricants une remise d'environ 33 % brute sur laquelle ils devaient amortir leurs frais généraux et dégager une marge bénéficiaire.

La F.N.A.C. dit que 10 % lui suffisent, et qu'elle fait donc bénéficier le client de 23 % de remise environ. C'est ce qui s'est passé pour la radio, les disques et les appareils de photo. A moins de considérer que le livre est une marchandise comme une autre, on peut douter de l'effet bénéfique que cette opération aura pour le lecteur.

cause des idéologies bien-pensantes de l'« établissement », libéralisme et marxisme... Civilisation de la qualité, aménagement de l'espace, la fin du sacré, l'imaginaire, les fondements anthropologiques (Garaudy, Edgar Morin...). Tout un contexte de réflexion politique, économique, écologique... dans lequel nous avons notre mot à dire.

NAF. — Dans la souscription lancée par « IPN-Diffusion », les militants joueront-ils un rôle particulier ?

R. — « IPN-Diffusion » assure l'édition de nos ouvrages. Nous n'avons pour tout réseau de diffusion que celui formé par les militants. Le succès de notre premier livre, Le Projet royaliste par Bertrand Renouvin, assez différent d'ailleurs de mon livre, nous a révélé un marché dont nous sommes loin d'avoir épuisé les virtualités. L'effort militant devra donc jouer à deux niveaux : pendant la souscription et après la parution pour les points de vente en librairie.

NAF. — Avez-vous des projets nouveaux, d'autres manuscrits ?

R. — Je travaille en ce moment tout ce qui concerne la « société industrielle », problème difficile qui suppose la réflexion. Dans un premier livre, je ferai le point sur les grandes analyses, les grands systèmes d'explication de la « société industrielle », de Marx à Raymond Aron en passant par Max Weber et Schumpeter. A partir de là, nous donnerons notre propre explication dans d'autres livres de prospective. D'autres projets : « Questions à la contestation », et également sur nos maîtres en dehors de Maurras, philosophes, sociologues, tous ceux qui ont apporté leur pierre à notre combat.

la liberté d'expression

alain moreau répond

NAF. — Pourtant les prix baissent...

A. M. — D'accord. Mais voyons un peu les conséquences à moyen terme. Lorsqu'un éditeur publie des ouvrages dont il espère un fort tirage, ce sont généralement des ouvrages assez chers, 25 ou 30 F, voire 40 F. Ces livres, soutenus par une promotion publicitaire importante vont être répartis sur l'ensemble des points de vente en France, y compris les petits et moyens libraires. Le chiffre d'affaires réalisé à partir de la vente de ces ouvrages permettra à ces libraires de s'approvisionner en livres d'une lecture plus difficile, plus austère, d'une vente moins aisée. Quand le libraire aura vu disparaître bon nombre de ses clients qui iront acheter les livres de 30 à 40 F à la F.N.A.C., son goût pour les livres qui se vendent moins bien diminuera parallèlement à ses bénéfices.

L'éditeur risque, quant à lui, de se trouver dans la situation des producteurs de cinéma par rapport aux directeurs de salles. Auparavant, beaucoup de producteurs allaient simplement demander leur avis aux directeurs des salles de projection. Maintenant ils financent ensemble et la décision de lancer un film se fait presque uniquement en fonction de critères commerciaux.

On peut très bien imaginer que lorsqu'il existera une dizaine de grandes surfaces comme la F.N.A.C., assurant chacune la vente de 500 à 600 exemplaires d'un livre, — ce qui couvre les frais d'une édition — les éditeurs seront enclins à leur demander leur avis. C'est loin d'être profitable au livre...

NAF. — Cette concentration ne présente-t-elle pas d'autres dangers, sur le plan de la diffusion notamment ?

A. M. — Il y a en effet un aspect de la question que l'on n'a pas souligné, et qui s'apparente à une censure larvée. J'y suis d'autant plus sensible que j'ai été confronté à ce problème. L'année dernière, j'ai publié un ouvrage sur un homme de la majorité « S... comme Sanguinetti », ouvrage qui avait échappé à une saisie, mais sur lequel ne reposait aucune interdiction. Certains établissements, dont un drugstore parisien du bas des Champs-Élysées pour ne pas le nommer, ont refusé la vente de cet ouvrage alors même qu'ils l'avaient en magasin. La multiplication des points de vente est une des garanties fondamentales de la liberté de publication, et seule elle permet de faire face à cette forme de censure.

NAF. — La F.N.A.C. assure pourtant dans les publicités abondamment répandues dans les hebdomadaires à grand tirage qu'elle aidera à la fois le lecteur et les jeunes auteurs...

A. M. — Je ne crois pas qu'elle aidera les jeunes auteurs. Ayant un peu suivi ce qui s'était fait pour la photographie, j'ai vite compris que les quelques expositions qui avaient lieu à l'intérieur de la F.N.A.C. étaient des expositions alibis, et pas autre chose. Bien sûr, de temps à autre, la F.N.A.C. va lancer un jeune auteur pour se donner des allures d'éditeur d'avant-garde. Mais elle ne compensera pas la situation hautement préjudiciable qu'elle va créer au secteur du livre en organisant quelques conférences ou quelques forums.

NAF. — La F.N.A.C. ne remplacera pas le libraire ?

A. M. — Sûrement pas. Le libraire a encore en France un rôle de conseil. Il guide les lecteurs, leur dit souvent si tel ou tel ouvrage est intéressant, et considère — c'est tout à son honneur — que cela fait partie de sa fonction. A l'évidence le système grande surface de la F.N.A.C. en est très éloigné. Nous aurons affaire à des vendeurs dont la qualité première sera la rapidité à répondre aux demandes et à faire monter les livres du sous-sol. C'est bien le lecteur qui pâtira de cette nouvelle course au profit.

du papier pour la presse !

Longtemps considéré comme un produit de luxe destiné à l'emballage des objets de prix et à l'impression de livres et journaux à petit tirage, le papier est devenu à notre siècle un objet de consommation courante, à très bas prix de revient, de plus en plus demandé et par conséquent gaspillé. Du livre de poche aux multiples éditions d'art, de l'imprimé administratif qui pullule aux « listings » pour ordinateurs, du journal underground au *Figaro* immobilier, du papier à cigarettes aux cartonnages de livraison ; bref, de l'épicerie à la construction, que d'applications nouvelles ! Et en bout de course, un bon tiers des déchets de nos villes...

UNE BRUSQUE HAUSSE DES PRIX

Sans cesse la demande de papier croît. Un brusque déséquilibre du marché, il y a six mois, a entraîné une montée de 40 % des cours mondiaux des pâtes à papier, correspondant à un doublement des prix du bois brut. Pourquoi ? La guerre du Proche-Orient ? Un coup des émirats ? Non.

Les forêts scandinaves, canadiennes et russes forment d'immenses réserves. Contrairement aux ressources naturelles fossiles (le pétrole, les métaux...), le bois est un matériau vivant, donc renouvelable au gré de l'homme et des saisons, au même titre que les céréales, bien que plus lentement. Par ailleurs, vieux papiers et vieux cartons peuvent être réutilisés dans la production des pâtes à papier. La pénurie actuelle ne résulte que

d'une insuffisance industrielle. En effet, depuis bientôt un an les usines tournent à plein régime. Et pour accroître leur capacité, il faut des investissements coûteux, longs à réaliser (trois ans). Enfin toute usine nouvelle a besoin d'eau chimiquement pure en abondance et ne peut être construite qu'en des sites privilégiés, soit en montagne soit en plaine au-dessus de nappes souterraines d'eau pure. Selon toute vraisemblance, le prix du papier va donc encore augmenter jusqu'à ce que les industriels aient l'assurance de rentabiliser les investissements supplémentaires. Les clients souffriront, et plus particulièrement les éditeurs de livres et de journaux, qui ne pourront supporter encore un an le rythme actuel de hausse.

LA FIN DU « SYSTEME GIRARDIN » ?

Si tel était le cas, quelque chose de fondamental pourrait changer dans la presse, qui connaîtrait probablement la fin du système Girardin.

Emile de Girardin connut la gloire en popularisant l'idée du journal à bas prix par le recours maximum à la publicité. Le prix de vente du journal à l'acheteur devait couvrir les seuls frais d'impression et de diffusion, tandis que la publicité devait financer les frais généraux et les frais de rédaction. Implicitement cela créait une liaison nécessaire intelligente-industrie, compromettant la liberté d'action du journaliste jusqu'à risquer d'inféoder l'intelligence à la finance.

Ayant recours sans cesse davantage aux recettes de publicité, le journal accroît proportionnellement ses dépenses d'impression et de papier. Si le publicitaire refuse de suivre des hausses de tarif nouvelles, le journal vient à perdre de l'argent, sa rédaction et l'impression de sa rédaction n'étant plus intégralement payées par les recettes de publicité. Le système Girardin entre alors en agonie, à moins que l'Etat n'intervienne à son tour en aidant la Presse, non plus indirectement par le jeu de la fiscalité et des avantages postaux (comme il le fait depuis bientôt trente ans), mais directement par des subventions sur les achats et fournitures. De Charybde en Scylla ! La dépendance vis-à-vis de l'Etat remplacerait la dépendance vis-à-vis des intérêts mercantiles.

Que faire ? A court terme, peu de choses sinon favoriser la récupération des vieux papiers et réduire la consommation nationale de pâte à papier vierge, matière pour laquelle la France est, comme pour l'énergie, trop dépendante de l'étranger. (Nous reviendrons ultérieurement sur ce sujet). Il faudrait également réorganiser la sylviculture française. La République de Pampidou peut-elle développer en ce domaine le sens du bien commun, faire en sorte que la matière brute puisse contribuer naturellement aux besoins de la presse, en échappant aux contraintes du mercantilisme ?

Stanislas LEBLANC.

l'essence vraie de la monarchie

La monarchie pour l'ère post-industrielle ne peut être que capétienne.

Quand nous évoquons le « mythe royal » comme image simplifiée de la réalité passée de la monarchie en vue de créer l'avenir, nous évoquons un certain nombre d'images-types, que certains nous accuseront de choisir à dessein pour valoriser les bienfaits de ce système politique et de passer sous silence les malheurs.

La critique serait juste si l'on ignorait que l'empirisme organisateur — la science politique positive — consiste à mettre à profit les bienfaits du passé en vue d'agir sur l'avenir ou, du moins, de l'orienter vers le bien public. « Nous jugeons une institution d'après ses fruits », disait Maurras qui s'arrêtait au moins mauvais gouvernement, à celui dont le bilan historique fut le plus éminemment positif. Car nul gouvernement n'est intact d'erreurs et de pesanteurs, et les implications sociales, économiques et idéologiques modifient son action quand elles ne la trahissent pas.

Le critère de discernement quant au bienfait, aux bons « fruits » d'un régime politique, réside dans la prospérité publique, comme étant la finalité de l'Etat : « La force bienfaisante » est « celle qui rend son service public de protection et d'organisation ».

CAPET OU NAPOLEON ?

Un des aspects fondamentaux du « mythe royal », et qui n'effarouche que les esprits irréflechis, se nomme l'hérédité ou mieux, dans le cas français, la succession. Gage d'indépendance par l'absence de compétition autour du pouvoir politique ; gage de continuité renouvelée par l'avènement des jeunes générations ; gage de compétence enfin, par association du successeur au pouvoir du prédécesseur.

Nul ne conteste la valeur de cette forme de gouvernement, à moins de se faire l'apologiste des élections présidentielles où le truquage et la haine, l'envie et l'argent sont rois, où la nation tout entière, dans un gigantesque lèche-vitrines d'impuissants, aliène son honneur et sa liberté au profit de quelques pantins présentés, plus souvent pour leur caractère photogénique que pour leur compétence dans l'ordre politique.

Mais notre adhésion au principe héréditaire n'est pas dogmatique, au sens où nous cautionnerions tout régime de ce type *en tout temps et en tous lieux*. C'est bien l'apport primordial de l'Empirisme organisateur que le philosophe se double ici du sociologue et de l'historien. Nous prônons la monarchie capétienne uniquement parce qu'historiquement le principe successif dans cette famille s'est avéré bienfaisant : à l'hérédité, il faut le garde-fou de la tradition ; la vraie, la seule tradition est celle du *bien-fait*.

« La Royauté est une propriété comme les autres, elle a eu des auteurs et ces auteurs ont eu des héritiers ; sa transmission régulière par voie d'hérédité, éliminant toute compétition légale, ainsi constitutive d'une tradition bienfaisante s'ajoutant aux autres bienfaits est, en elle-même, si bienfaisante, si salubre, si favorable à l'ordre intérieur et à la puissance extérieure de la nation que c'est justement en raison de ce caractère héréditaire et traditionnel que nous désirons le retour de la royauté, de cette royauté, à l'exclusion de toute autre forme de monarchie » (1).

Le courant bonapartiste ou, mieux, héréditaire par plébiscite, semble avoir été une tentation constante autour de l'Action française, puisque Maurras dut s'y opposer à plusieurs reprises.

Outre au fondement du droit au pouvoir par services antérieurs, Napoléon dérogea au critère des bons fruits : tant au point de vue diplomatique qui favorisa l'unité allemande contre la France, qu'à celui de l'étatisme bureaucratique, la dictature militaire vécut de centralisation systématique, destructrice des libertés, des vies et des cultures locales, et fut la continuation de toutes les tares de la Révolution ; elle se doubla de la codification de l'individualisme bourgeois qui faussa jusqu'aux rapports publics. « Partout où la réflexion politique doit l'emporter, il faut, bon gré mal gré, nous placer à l'opposé de Napoléon » (2).

Hugues Capet, au contraire, fut élu roi en souvenir de cent ans de services rendus par ses ancêtres. Lorsque l'hérédité fut acceptée, la monarchie française s'en améliora d'autant, surmontant les crises des XIV^e et XVI^e siècles, forgeant patiemment l'unité de la nation, cultivant autant que possible les diverses cultures, promouvant elle-même un art de vivre tout en équilibre qui s'imposa au monde entier, suscitant et associant au Pouvoir les forces sociales montantes, créant l'Etat moderne sur la dépouille de la féodalité. Le bilan historique est nettement positif.

Nous ne prônons donc pas n'importe quelle succession héréditaire : nous voulons la monarchie française, héréditaire et traditionnelle. Son droit au pouvoir ne sort ni de l'élection, ni du fameux droit divin (qui « ne peut être soutenu, en bonne théologie, que pour la race de David en Judée ») mais du droit historique « constitué sur de puissants bienfaits politiques initiaux » (1).

QUELLE MONARCHIE ?...

Un argument fréquemment employé au profit des Napoléon consiste à voir en eux, outre les dépositaires de la tradition révolutionnaire,

les derniers dynastes ayant régné sur la France : ainsi leur image de marque serait-elle plus attrayante et plus « crédible ».

Qu'on se préoccupe de réussir en politique est indispensable : mais qu'on bataille en faveur d'un régime bâtard sous prétexte de crédibilité, semble curieuse logique. En fait, cet argument montre qu'on ignore celui de Maurras en faveur des Capétiens. Au fond, qu'est la Royauté ?

« Pas plus que la Monarchie de Juillet, la monarchie de la Restauration ne fournit le type de la monarchie nationale. Il faut en dire autant de la monarchie de Louis XVI, de Louis XIV et même de Henri IV. Le système anglais de la monarchie parlementaire était assurément chimérique et faux, mais le système dit de l'Ancien Régime, présidé par une sorte de César héréditaire, s'il valait mieux pratiquement, n'en créait pas moins de redoutables périls. On aurait sans doute mauvaise grâce à reprocher à Louis XIV sa fameuse parole : « L'Etat, c'est moi », car ce dont nous manquons justement aujourd'hui, c'est d'un magistrat souverain, dans lequel se voient incarnées les forces et les fonctions particulières de l'Etat. Mais le reproche que l'on peut faire aux derniers Bourbon est un peu différent.

Ces rois, dont quelques-uns ont été grands, non contents de représenter l'unité et la continuité nationales, c'est-à-dire d'exercer les fonctions propres de l'Etat, n'ont cessé d'usurper d'autres fonctions auxquelles l'Etat devait rester étranger par simple souci de sa liberté et de sa dignité.

Ils ont contribué à charger l'Etat d'une foule de travaux et de soins parasites. Ils ont créé ce système d'administrations qui, développées parallèlement à l'Etat, se sont incorporées à lui et ont fini par l'absorber » (3).

Le propos de Maurras se prête bien, avec les remises en cause nécessaires, à la découverte de l'essence vraie de la monarchie, ce nerf novateur et bienfaisant qui explique la plasticité extrême des conceptions et des figures historiques de la monarchie.

Maurras, dans ce texte paru dans le *Soleil*, esquissait dans sa problématique un caractère essentiel de cette monarchie : « Il s'agit de détruire les Administrations, après avoir eu soin de refaire un Etat. La monarchie héréditaire est la condition de l'Etat : sans un Etat solide, on ne peut abattre le césarisme administratif, anonyme, irresponsable, tripoteur, routinier et incapable, qui nous perd. Il s'agit, en un mot, de revenir à la pratique des meilleures périodes de la monarchie, quand les communes et associations de tout ordre s'administraient elles-mêmes, et que le Roi se renfermait dans la gestion des intérêts supérieurs de la Patrie » (3).

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642 31 Paris

Puisque la monarchie est un principe qui peut s'incarner, il faut s'attendre à constater des divergences sur les modalités d'action : la simple lecture attentive de l'Histoire de France est un champ extraordinaire pour observer ces projets de civilisation variant selon les époques et le génie des Rois, chacun parlant « la langue de son temps, de ses conseils, de son milieu et de son caractère » (1).

... POUR AUJOURD'HUI

« Nous n'oublions pas qu'une couronne à relever exige de son ayant droit plus de valeur qu'une couronne à hériter » (3).

Il suffit, pour se convaincre de la chance de notre époque, de se mettre simplement à l'écoute du prétendant, le Comte de Paris. N'est-il pas prometteur et plein d'espérance que ce passionné du Pouvoir et du Bien public propose une herménautique, une réactualisation de la monarchie qu'il incarne ? Quel prétendant aura depuis la chute de la monarchie, prétendu avec

plus de fougue et de ténacité ? L'étude des derniers textes du Prince sont révélateurs de sa conception de la monarchie : lettre au général de Gaulle en mai 68, lettre sur saint Louis en août 1970 et préface des *Mémoires de Louis-Philippe*. Indépendance de l'Etat, abaissement des nouvelles féodalités, unité de tous les Français autour du bien commun, etc.

Arrêtons-nous seulement à ce dessein prophétique : « La Monarchie capétienne était issue de la dispersion féodale ; son histoire est une longue marche vers la constitution de la nation française et la réalisation de son unité. Pour vaincre les forces opposées à ce dessein tenace, l'Etat capétien accueillit et organisa les mutations sociales successives ; constamment il s'appuya sur les couches nouvelles, les vouant tour à tour au service du Bien public » (4) ; aussi « au moment où il faut réaliser la plus grande et la plus rapide mutation de notre histoire qui bouleversera qu'on le veuille ou non, nos structures sociales et modifiera radicalement les conditions de vie de chacun, tous les Français

doivent être conviés à réaliser en commun cette immense entreprise » (5).

A l'heure où la société gémit dans les difficultés de se donner d'autres valeurs pour vivre, où le pouvoir politique lui-même, si entravé par les forces partisans de l'économie ou autres, est devenu la propriété d'une véritable caste séparée de la nation, n'est-il pas bien venu de proposer la monarchie ? Proposer, comme le fait notre Prince, discrètement, comme on le fait d'un service, mais avec toute la force de la conviction et de la raison. Oui, la monarchie pour l'ère post-industrielle ne peut vraiment être que capétienne !

Philippe VIMEUX.

- (1) De Dénos à César, Charles Maurras.
(2) Napoléon pour ou contre la France, Charles Maurras, 1937.
(3) Soleil, 10 mars 1900.
(4) Préface aux *Mémoires de Louis-Philippe*.
(5) Lettre sur Saint Louis.

réunions

CLERMONT-FERRAND

Mardi 12 mars à 20 h 30, conférence de Bertrand Renouvin sur le thème « Le Projet royaliste », à l'issue de la conférence l'orateur dédicacera son livre. La réunion aura lieu dans les locaux de l'Union Royaliste du Centre, 23, rue Blatin.

PARIS-7^e

Le jeudi 14 mars à 20 h 45 chez Mme B. de La Laurencie, 7, avenue de la Bourdonnais (3^e droite) réunion sur le thème : « Quelle action royaliste dans le 7^e arrondissement ? »

TROYES

Samedi 16 mars à 20 h 45, conférence de Bertrand Renouvin sur le « Le Projet royaliste ». La réunion aura lieu dans la salle du Butat, 50, rue de Turenne.

REGION PARISIENNE

Une semaine d'action est en train de se dérouler sur la Région parisienne. Si vous voulez y participer, prenez contact sans tarder avec la Direction parisienne. Un tract spécial imprimé a été tiré à cette occasion.

TOULOUSE

Permanence tous les mercredis de 17 à 19 heures au café « Moncaf », place du Capitole.

Les samedis 16 et dimanche 17 mars, week-end de réflexion sur « l'aliénation démocratique et la vie quotidienne ». Tous renseignements auprès de Philippe Ricalens, 2, rue Benjamin-Constant.

adhérents

La « Lettre aux adhérents n° 4 » est parue. Si vous ne l'avez pas reçue, c'est sans doute parce que vous n'êtes pas en règle pour vos cotisations mensuelles... Régularisez votre situation sans tarder auprès de votre trésorier de section ou à défaut directement au siège (C.C.P. N.A.F. 642-31 Paris).

nouveaux auto-collants

De nouveaux auto-collants sont disponibles (format 8 x 11 cm). Seules les commandes accompagnées de leur règlement seront honorées. Tarif :

50 ex. : 4 F (franco 5 F)
100 ex. : 7 F (franco 9 F)
500 ex. : 25 F (franco 28 F)

les mercredis de la n.a.f.

La dernière séance du trimestre aura lieu le mercredi 20 mars, à 21 heures précises.

Gérard Leclerc traitera des « Nouvelles Utopies ».

Cette réunion suivie d'un débat aura lieu au 12, rue du Renard (2^e étage) (métro Hôtel-de-Ville). Il est recommandé d'y amener sympathisants et amis.

dîner-débat dans le 15^e

La salle était trop petite pour accueillir les 70 participants venus entendre Pierre Boutang et Gérard Leclerc débattre du « Projet royaliste ». Le dîner était présidé par M. Yves Lemaignan, vice-président du Comité directeur ; à la table d'honneur on remarquait M. Jacques Beaume, président de la section, ainsi que Mlle Hélène Maurras, le R.P. Chauvy et le Commandant Buffet qui nous avaient fait l'honneur de participer au débat.

lisez le «projet royaliste»

— Conditions de vente :

1 exemplaire - prix : 15 F - Franco : 18 F.
5 exemplaires - prix : 65 F - Franco : 69 F
10 exemplaires - prix 100 F - Franco : 105 F

Les commandes accompagnées de leur règlement, doivent être adressées à I.P.N., B.P. 558 - 75026 PARIS Cédex 01 - C.C.P. La Source 33-537-41.

pour sauver paris

S.O.S. Paris ?... D'accord ! Mais pour sauver Paris, ne faut-il pas d'abord « stopper » Paris ?

Ce numéro paraît le jour d'une réunion à la Mutualité, organisée sous l'égide de plusieurs associations de défense de Paris (1). Nous ne pouvons qu'applaudir ce genre d'initiatives. Encore faut-il savoir ce que l'on entend par « défendre Paris ».

LE MYTHE DU GRAND PARIS

La meilleure manière d'assassiner la capitale consiste à vouloir poursuivre sa croissance. Paris a pris à partir du XIX^e siècle un poids excessif dans l'ensemble français puisqu'il représente 20 % de la population sur 2 % du territoire. Dans les années 1950, une réaction contre le gigantisme parisien s'est traduite par les premières mesures décentralisatrices de 1955, puis par l'action persévérante d'organismes tels la D.A.T.A.R., qui se donnaient pour objectif de repeupler le « désert français ».

Les résultats se sont pas négligeables puisque actuellement les départs de Parisiens vers la province équilibrent les « montées » de provinciaux vers Paris. Néanmoins la population parisienne continue d'augmenter par accroissement naturel et l'immigration étrangère. Et loin de chercher à stopper cet accroissement, grâce à une politique de décentralisation accrue, le Pouvoir s'en réjouit !

Depuis la publication du schéma directeur de la région parisienne (1965), l'idéologie officielle du gouvernement réclame une **super-région parisienne** de quatorze millions d'habitants en l'an 2000. Principal argument : il faut à la France une région compétitive à l'échelon européen, Paris doit devenir « notre Ruhr ». Argument singulièrement spécieux, à l'heure où nos voisins allemands s'efforcent de décongestionner la Ruhr afin d'établir un meilleur équilibre entre les différents leaders !

Deuxième raison invoquée : plus une ville s'accroît, plus la qualité des services proposés augmente. Or, l'évolution récente de la capitale démontre que c'est le contraire qui se produit lorsque la ville dépasse un certain seuil.

PARIS, VILLE PROLETAIRE ?

Lorsqu'une mégapole devient gigantesque, elle se trouve prise dans un cercle vicieux : on essaie d'y créer de nouveaux équipements en rapport avec la croissance, mais ces nouveaux équipements sont ou bien saturés avant d'être créés ou bien la cause d'une croissance accélérée.

Prenons l'exemple de l'autoroute du Nord : lorsqu'elle fut mise en service en 1966, le trafic n'atteignait aux heures de pointe que les trois quarts de sa capacité. Alors, pour justifier l'ampleur de l'investissement on multiplia les échangeurs entre l'autoroute et les banlieues qu'elle traverse ; on en fit la desserte de Roissy. Du coup, l'autoroute est pratiquement saturée, ne suffira pas à écouler le trafic de l'aéroport et devra être doublée entre Paris et Roissy.

De même, partout où le R.E.R. arrive, la spéculation foncière va grand train car l'on veut exploiter la rente de situation constituée par sa présence. Dès lors les constructions anarchiques se multiplient sur son passage et la métropole étend ses tentacules.

Au bout du compte on obtient ce que Philippe Saint-Marc appelle une « **ville prolétaire** » c'est-à-dire une ville où la dégradation du milieu de vie excède de beaucoup les progrès du niveau de vie. L'habitat devient de plus en plus cher de par la spéculation, les « migrations alternantes » des travailleurs entre leur foyer et leur travail augmentent en durée et en pénibilité. En outre la pollution atteint des seuils critiques ainsi que le bruit et les banlieues informelles deviennent les lieux de prédilection de l'ennui et de la délinquance.

DES COMBATS PRIORITAIRES

Comment enrayer la mécanique infernale ainsi mise en place avec la bénédiction du district parisien et malgré les cris d'alarme poussés par les spécialistes de l'aménagement du territoire ? (2).

Il est urgent de se mobiliser contre quatre projets qui peuvent encore être arrêtés : construction de la radiale Denfert-Rochereau qui reliait l'autoroute du Sud à la place Denfert-Rochereau, projet de rénovation des Halles et interconnection R.A.T.P. - R.E.R. au Châtelet, extension de la cité financière, regroupement quai Branly des services du ministère des Finances.

Les trois derniers projets sont particulièrement dangereux et scandaleux. En regroupant quai Branly les différents bureaux du ministère des Finances, M. Giscard d'Estaing bafoue ouvertement le principe posé par le gouvernement de non-développement du tertiaire dans l'Ouest de Paris. Non seulement cette dérogation implantera dans le VII^e arrondissement 75 000 m² de bureaux mais elle créera un précédent (3) incitant banques et assurances à réclamer à leur tour une dérogation semblable. Le résultat sera de dépeupler davantage encore le VII^e arrondissement au profit des banlieues et d'allonger d'autant les migrations alternantes.

Un phénomène analogue se produira dans les I^{er} et II^e arrondissements si la cité financière s'y étend comme le souhaite M. Giscard d'Estaing. On arriverait ainsi à concentrer une fois de plus tout l'appareil de décision dans un secteur clé de Paris, à transformer le centre de la capitale en désert urbain après 18 heures et les week-ends, à engorger de façon fabuleuse la circulation.

Il est vrai que cet engorgement du cœur de Paris est, de toute façon, garanti par le projet de **rénovation du secteur des Halles**. La gare du Châtelet où arriveront les trains du R.E.R. et de la S.N.C.F. va constituer un bel appel d'air pour les bureaux. Il en va de même pour la construction du centre de commerce international et surtout du projet de création d'un musée d'art contemporain plateau Beaubourg (55 000 m² plus une tour !)

LE PROBLEME DES POUVOIRS

Mais la lutte contre ces projets, si importante soit-elle, ne suffit pas si dans le même temps l'on ne met pas en question les structures administratives et politiques qui aboutissent à ces aberrations.

On ne pourra éviter les mauvais coups perpétrés dans l'ombre par une administration ano-

nyme que si l'on fait de la région parisienne une collectivité locale majeure dont le chef élu par la population aurait sous ses ordres les services de l'actuel district parisien. De la sorte les élus locaux ne pourraient plus se décharger de leurs responsabilités sur l'administration et auraient à cœur d'éviter les opérations les plus scandaleuses.

Mais cette solution ne constitue pas une panacée. Une **autorité régionale parisienne** pourrait très bien cautionner la dynamique de la croissance métropolitaine. Sa bonne organisation lui permettrait même de peser efficacement sur l'Etat pour réaliser ce but. Il faut donc installer en province dans le même temps qu'à Paris des assemblées régionales puissantes si l'on ne veut pas que Paris continue à s'étrangler tout en dévorant la France. Il est par ailleurs nécessaire que l'assemblée parisienne subisse un minimum de coercition de la part du Pouvoir qui aurait pour rôle de l'inciter à stopper la croissance de la capitale.

Encore faut-il que le Pouvoir sache ce qu'il veut faire.

On ne pourra très longtemps continuer, comme l'ont fait les gouvernants de la V^e République, à tenter de satisfaire les désirs des « parisiens » tout en cherchant à faire plaisir aux « décentralisateurs ».

On ne pourra de même libérer Paris de son gigantisme tant que le gouvernement n'aura pas mis à la raison tous ceux qui, dans le monde des affaires comme dans celui de la haute administration, pensent qu'**« il n'est bon bec que de Paris »** (François Villon).

Mais on voit mal un pouvoir politique issu de l'élection prendre le risque de réaliser une véritable révolution culturelle qui secouerait trop de routines et léserait trop d'intérêts privés. La complexité des problèmes soulevés par l'aménagement du territoire appelle un Etat enraciné dans la durée, souverain sans être tyrannique. Seule une nouvelle aventure capétienne pourra en venir à bout.

Arnaud FABRE.

1) Notamment « S.O.S. Paris », « Les droits du piéton », « la Fédération des Usagers des Transports », « le Comité Sauver Paris », « Amis de la Terre » et de nombreuses associations de quartier.

2) Cf. notamment le rapport « Paris, ville internationale » (La Documentation française).

3) L'opération du quai Branly est d'autant plus dangereuse qu'elle n'aboutit pas à la construction d'une tour mais à la surélévation de plusieurs immeubles de quelques mètres. Ainsi les réactions de rejet seront moins vives et d'autres dérogations rendues possibles.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)